MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 9 au 13 novembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : l'encours de la dette extérieure progresse de 5,7 % en un an au sein de la CEMAC.
- **Cameroun** : le déficit commercial avec la Chine atteint 3,17 Mds USD en neuf mois.
- **Congo** : présentation du rapport de suivi de la situation économique et financière de la Banque mondiale.
- **Gabon** : la Cour des comptes remet deux rapports au vice-Président du Gouvernement.
- **Guinée équatoriale** : rencontre entre le Président équato-guinéen et français à l'occasion du 9ème Forum de Paris sur la Paix.
- **Tchad** : l'excédent commercial avec la Chine atteint 739,5 M USD à fin septembre 2026.
- **RDC** : Proparco et l'UE accordent une garantie de 10 M USD à Ecobank-RDC pour financer les PME.

Régional

Finances publiques : l'encours de la dette extérieure progresse de 5,7 % en un an au sein de la CEMAC

Dans son édition 2026 de l'*International Debt Report* publiée le 5 novembre, la Banque mondiale souligne les grandes tendances financières des pays de la zone CEMAC, dont l'encours total de la dette extérieure a progressé de 5,7 % en 2025 pour atteindre 38,8 Mds USD (28,5 % du PIB). Cette augmentation est impulsée par le Gabon (+15 %) et le Cameroun (+10,5 %) qui concentrent, avec le Congo, 85 % de l'encours, tandis que la Guinée équatoriale est le seul État membre à réduire son exposition internationale (-9,6 %). Cette dynamique pèse particulièrement sur le Cameroun, où le ratio du service de la dette rapporté aux exportations gagne 3 points de pourcentage pour s'établir à 22 %, les remboursements absorbant 1,9 Md USD en 2025, soit 3 % du RNB. Enfin, la répartition des créanciers met en évidence de nettes divergences structurelles, les institutions multilatérales détenant l'essentiel de la dette publique en RCA (72 %), au Cameroun (60 %) et au Tchad (51 %), tandis que les créanciers privés prédominent au Gabon (42 %) et au Congo (35 %). Sur le plan bilatéral, la Chine demeure le premier partenaire du Cameroun, du Congo, du Gabon et de la Guinée équatoriale, là où les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite dominent respectivement au Tchad et en RCA.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

28,5 %

La part de la dette extérieure dans le PIB de la CEMAC en 2025, avec un encours en hausse de 5,7 %

Cameroun

Commerce : le déficit commercial avec la Chine atteint 3,17 Mds USD en neuf mois

Selon les données des douanes chinoises, les exportations chinoises vers le Cameroun atteignent 3,6 Mds USD sur janvier–septembre 2026, contre 426,2 M USD d'achats chinois au Cameroun, soit un déficit de 3,17 Mds USD, quasi doublé par rapport à la même période de 2022 (1,60 Md USD). En quatre ans, les ventes chinoises progressent de 79 % quand les exportations camerounaises ne gagnent que 3,6 %. Le Cameroun accuse ainsi le plus lourd déficit de la CEMAC, ses voisins pétroliers dégageant des excédents (Congo : 2,39 Mds USD ; Gabon : 1,39 Md USD). Les importations camerounaises en provenance de la Chine portent sur les équipements électriques (456 M USD), les machines (455 M USD) et les véhicules et matériels de transport (367 M USD, +35 % sur un an), dont la valeur a été multipliée par six depuis 2023, la Chine étant devenue en 2024 le premier fournisseur automobile du pays devant l'Union européenne. Les

exportations camerounaises restent concentrées sur les hydrocarbures (301 M USD) et le bois (90,8 M USD). Par ailleurs, selon les autorités chinoises, la franchise douanière accordée par la Chine depuis le 1er mai 2026 à 53 pays africains a fait grimper les exportations de cacao camerounais de 272 % et a permis l'expédition d'une première cargaison de 17 tonnes de café vers la Chine.

Infrastructures : un financement de 174,6 Mds FCFA attendu pour la section Edéa-Douala du Corridor Douala-Bangui

À l'occasion d'une audience accordée le 2 novembre par le ministre des Travaux publics du Cameroun, l'Agence française de développement (AFD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Union européenne ont manifesté leur intérêt pour la reconstruction de la section Edéa-Douala sur la nationale 3 ainsi que la construction d'un second pont sur la Dibamba. Les partenaires techniques et financiers ont ainsi présenté un programme évalué à 174,6 Mds FCFA (soit 266,2 M EUR) au terme d'une mission technique menée du 28 au 30 octobre dans le cadre de la préparation dudit projet. La rencontre a permis d'échanger sur les aménagements retenus à l'issue des visites de terrain, la consistance des travaux et sur le financement envisagé. Ce financement comprend 125 M EUR de l'AFD, 100 M EUR de la BEI et 39,2 M EUR de l'UE, le reste étant assuré par une participation de l'État. Les contributions de l'AFD et de la BEI restent soumises à des approbations attendues respectivement en décembre 2026 et février 2027. La contrepartie de l'État camerounais couvrira notamment les taxes et les autres dépenses non éligibles aux financements des partenaires. L'AFD assurera la coordination des partenaires et sera chargée de délivrer les avis de non-objection dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Infrastructures : signature du décret d'habilitation des accords de financement européens pour la rocade de Yaoundé

Le Président de la République a signé, le 5 novembre, le décret habilitant le ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT) à signer avec la BEI un contrat de financement de 150 M EUR pour la construction de la section T3 de la voie de contournement de Yaoundé. Une fois la contractualisation finalisée, l'enveloppe sera délivrée sous la forme d'un prêt de la BEI, complétée par une subvention de 13 M EUR et une assistance technique de l'Union européenne. La construction de la section T3 revêt une importance majeure pour la décongestion du réseau autour de la capitale et la facilitation du commerce le long du corridor Douala-Bangui.

Énergie : la SNH s'associe à Murphy Oil Corporation pour l'exploitation de 4 blocs offshore

La Société nationale des hydrocarbures (SNH) et la filiale camerounaise de la compagnie américaine *Murphy Oil Corporation* ont signé, le 11 novembre, quatre contrats de partage de production portant sur l'exploration et l'exploitation des blocs offshore Etindé Exploration, Tilapia, Ntem et Elombo. Cet accord représente un engagement financier estimé à 200 M USD sur une période initiale de trois ans, principalement dédiée à la réalisation d'études de terrain. Cette signature intervient moins de trois mois après la conclusion d'un contrat similaire avec la société britannique *Octavia Energy Cameroon* sur le bloc Bolongo Exploration, prévoyant un investissement de 41 M USD sur sept ans. Ces opérations s'inscrivent dans la stratégie de relance engagée par la SNH, qui cherche depuis le mois d'août à attribuer neuf blocs pétroliers et gaziers afin d'enrayer le recul de la production nationale d'hydrocarbures.

Congo

Conjoncture : présentation du rapport de suivi de la situation économique et financière de la Banque mondiale

Le mardi 10 novembre à Brazzaville, les représentants de la Banque mondiale ont présenté le rapport annuel de suivi de la situation économique et financière. Ils ont souligné la fragilité de la reprise économique du Congo et la nécessité de convertir les gains pétroliers en trajectoire durable de soutenabilité de la dette et de résilience budgétaire. La sortie de la dépendance aux matières premières, principalement les hydrocarbures, est, avec la réduction de la dette, le principal défi pour les politiques publiques. Si, selon la Banque mondiale, la croissance du Congo sera de 4,4 % en 2026, cette accélération est due, pour l'essentiel, au secteur pétrolier, traduisant une vulnérabilité accrue du Congo face à la volatilité du prix des hydrocarbures. Par ailleurs, la faiblesse de la mobilisation des recettes non pétrolières, les tensions persistantes sur la liquidité et la création limitée d'emplois menacent la croissance économique à moyen terme. La Banque mondiale préconise quatre axes de réformes : (i) le renforcement des finances publiques ; (ii) l'amélioration de la

gouvernance du secteur public ; (iii) l'investissement dans le capital humain ; (iv) la promotion d'une croissance portée par le secteur privé.

Industrie : le groupe Dangote Cement accroît ses parts de marché au Congo

Le cimentier nigérian Dangote Cement renforce sa position sur le marché congolais en 2026 : selon des données communiquées par le groupe, sa part de marché serait passée de 63 % à 73 % en un an. À fin septembre 2026, la filiale locale de Dangote aurait commercialisé près de 790 000 tonnes de ciment, contre 706 000 tonnes sur la même période en 2025. Cette progression est permise par l'usine de Mfila (Bouenza), qui possède une capacité de production de 1,5 million de tonnes par an. Par ailleurs, le groupe Dangote fait état d'une demande en ciment accrue, notamment portée par les projets de construction privée et les chantiers d'infrastructures.

Secteur bancaire : la société Nano Finance obtient son agrément au Congo

La société Nano Finance S.A. a obtenu l'agrément d'établissement de microfinance de deuxième catégorie au Congo. Cette autorisation lui permet d'effectuer des opérations de crédit et de proposer les services financiers prévus par la réglementation pour cette catégorie d'établissements, ainsi que les opérations connexes. Cette entrée sur le marché congolais intervient dans un contexte de progression de l'activité des établissements de microfinance dans le pays. Selon la note de conjoncture du deuxième trimestre publiée en octobre par le ministère des Finances du Congo, le produit net financier des établissements de microfinance a augmenté de 23,1 % sur un an, tandis que le produit d'exploitation enregistre une hausse de 16,9 %. D'après le document, cette évolution tient notamment à l'intensification des opérations de crédit et des services financiers, ainsi qu'aux efforts engagés en faveur de l'inclusion financière. Cette dynamique s'inscrit dans un paysage qui comptait 46 établissements de microfinance au Congo à fin 2025. Le pays se plaçait ainsi derrière le Tchad, qui en dénombrait 59, et le Cameroun avec 384 établissements.

Marché du travail : l'emploi des jeunes au cœur des défis du RGPH-5

Les rapports thématiques du 5e Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5), qui dénombrait 6,14 millions d'habitants en 2023, ont été présentés au public, le 10 novembre à Brazzaville. Ces rapports relèvent des défis liés à l'emploi des jeunes, aux disparités d'accès aux services de base, notamment à l'eau et à l'énergie. Selon les données de l'Institut national de la statistique (INS), le taux de chômage des 15-34 ans aurait atteint 20 % (contre 14,4 % pour l'ensemble de la population active) et 25 % chez les 15-19 ans, alors que 77,3 % des chômeurs n'ont jamais exercé d'activité professionnelle. Les rapports soulignent également la faible capacité du secteur productif à offrir des emplois décents, le secteur secondaire ne concentrant que 3,6 % de la main-d'œuvre tandis que près de trois jeunes actifs sur quatre travaillent dans le secteur informel. Ces chiffres soulignent les difficultés de transition entre le système éducatif et le monde du travail, mais aussi la nécessité de renforcer les dispositifs de formation professionnelle et technique, en adéquation avec les besoins de l'économie.

Gabon

Finances : la Cour des comptes remet deux rapports au vice-Président du Gouvernement

La Cour des comptes a transmis au vice-président du gouvernement, Hermann Immongault, deux rapports portant sur l'exécution des lois de finances et la certification des comptes de l'État au titre de l'exercice 2025. La juridiction financière relève notamment des retards récurrents dans la transmission des documents budgétaires, dont l'échéance était fixée au 30 juin 2026. Les rapports font état de cinq principales difficultés : la persistance du déficit budgétaire, la hausse de la dette publique, un niveau de recouvrement des recettes inférieur aux critères communautaires de la CEMAC, l'accumulation des arriérés de paiement intérieurs et extérieurs, ainsi que le poids de la masse salariale, qui dépasse les seuils de référence communautaires. Ces observations interviennent alors que le Gabon prépare la négociation d'un nouveau programme d'appui avec le FMI, annoncée avant la fin du mois de novembre 2026. La situation des finances publiques, la transparence budgétaire, le suivi de l'endettement et la maîtrise des dépenses de fonctionnement constituent ainsi des points d'attention pour les prochaines discussions avec l'institution.

Finances : poursuite des échanges avec les investisseurs internationaux dans le cadre du cadrage du PLF 2027

Le Gabon poursuit ses échanges avec les investisseurs internationaux après avoir mobilisé 1,5 Md USD à travers deux émissions obligataires en 2026. Du 29 octobre au

3 novembre, le ministre de l'Économie et des Finances, Thierry Minko, a rencontré à Libreville plus d'une vingtaine d'investisseurs, principalement détenteurs de titres souverains gabonais, en présence des équipes de recherche de Bank of America et Barclays. Les discussions ont porté sur les perspectives économiques, le cadrage budgétaire 2026-2027, la dette publique et les besoins de financement du pays. La poursuite du dialogue avec les investisseurs vise notamment à maintenir l'accès du pays aux marchés de capitaux et à faciliter la mobilisation des ressources nécessaires au financement du budget 2027, dans un contexte où la maîtrise des coûts d'emprunt demeure un enjeu important.

Énergie : un nouveau Code pétrolier en préparation

Le gouvernement gabonais prépare un nouveau Code pétrolier destiné à actualiser le cadre réglementaire du secteur et à renforcer sa contribution à l'économie nationale. Le texte a été au centre d'une audience accordée, le 10 novembre, par le président de la République, Brice Clotaire Oligui Nguema, au ministre du Pétrole, Clotaire Kondja. La réforme prévoit notamment d'orienter davantage les activités d'exploration et d'exploitation vers les eaux profondes et ultra-profondes de l'offshore gabonais. Ces opérations nécessitent des investissements importants ainsi que le respect d'exigences renforcées en matière de sécurité et de normes techniques. Le projet accorde également une place centrale au « contenu local », avec des dispositions visant à accroître la participation des entreprises nationales et de la main-d'œuvre gabonaise dans les différentes activités de la chaîne de valeur pétrolière.

Guinée équatoriale

Coopération : rencontre entre le Président équato-guinéen et français à l'occasion du 9ème Forum de Paris sur la Paix

En marge du 9e Forum de Paris sur la paix, tenu les 10 et 11 novembre, le président français Emmanuel Macron s'est entretenu avec son homologue équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. À cette occasion, ce dernier a proposé la création d'une « alliance stratégique tripartite » avec le Nigeria autour du projet de gazoduc reliant les deux pays. La participation active de la France a ainsi été sollicitée sur les plans financier, technologique et industriel afin de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de cette infrastructure structurante pour l'intégration énergétique régionale. Selon le communiqué de la présidence équato-guinéenne, le chef de l'État a également encouragé un renforcement de la présence des entreprises et des investisseurs français en Guinée équatoriale à travers des projets concrets de partenariat public-privé.

Commerce : l'excédent commercial se réduit de 73 % en quatre ans selon le dernier rapport de l'INEGE

Le Rapport sur les statistiques du commerce extérieur de biens 2026 publié le 6 novembre par l'Institut national de la statistique de Guinée équatoriale (INEGE) révèle un recul des exportations de 8,7 % en 2025, à 2 520 Mds FCFA. Celles-ci demeurent fortement concentrées autour des hydrocarbures, des biens d'équipement et machines ainsi que des produits forestiers, qui totalisent 97,4 % des ventes à l'étranger, tandis que la réorientation des flux d'hydrocarbures propulse les États-Unis au rang de premier client du pays (26,6 % du total, en hausse de 13 places), devant la Chine (17,5 %). À l'inverse, les importations progressent de 34,6 % sur un an pour atteindre 1 271 Mds FCFA, illustrant une forte dépendance extérieure à l'égard des importations de biens industriels et manufacturés, de produits énergétiques et de biens de consommation, avec le Togo comme premier fournisseur (56,9 % du total), suivi de l'Espagne (13,7 %) et des États-Unis (9,3 %). Bien que toujours excédentaire, le solde commercial poursuit ainsi son érosion à 1 249 Mds FCFA, enregistrant une contraction de 73 % sur quatre ans sous l'effet de l'essoufflement de la manne pétrolière.

Tchad

Commerce : l'excédent commercial avec la Chine atteint 739,5 M USD à fin septembre 2026

Selon les dernières données des douanes chinoises, les exportations du Tchad vers la Chine ont bondi de plus de 358 % à fin septembre 2026 pour atteindre 1,5 Md USD. Sur le seul premier trimestre 2026, le pays a dégagé un excédent commercial historique de 738,5 M USD sur un volume global d'échanges de 1,4 Md USD. Cette dynamique est principalement portée par les ventes de pétrole brut, soutenues à la fois par le raffermissement de la demande chinoise et par un effet prix lié à la hausse de près de 22 % des cours. Ces flux s'appuient sur la forte implantation locale de la China National Petroleum Corporation (CNPC) et de ses filiales, qui exploitent les gisements du bassin de Bongor et participent à la raffinerie de Djarmaya, ainsi que sur

les nouveaux accords de vente conclus en septembre 2025 et la franchise douanière accordée par Pékin à 53 pays africains depuis le 1er mai 2026. Fort d'une production nationale avoisinant 150 000 barils par jour, acheminée essentiellement via l'oléoduc Tchad-Cameroun, le Tchad a ainsi capté environ 13,5 % du commerce entre la zone CEMAC et la Chine au cours du premier semestre 2026.

RDC

Secteur bancaire : Proparco et l'UE accordent une garantie de 10 M USD à Ecobank-RDC pour financer les PME

En marge de l'Africa Financial Summit tenu à Luanda, Proparco et l'Union européenne s'associent à Ecobank-RDC pour élargir l'accès au crédit des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) congolaises, à travers une garantie de portefeuille « IMPACT+ » de 10 M USD. Ce dispositif de partage des risques vise à accompagner la croissance du portefeuille MPME de la banque et à orienter les financements vers des segments à fort impact (entreprises détenues par des femmes ou jeunes entrepreneurs, start-up, activités vertes, etc.). En couvrant une partie des risques associés aux prêts, ces garanties visent à réduire les contraintes liées à l'insuffisance de sûretés et à permettre à davantage d'entrepreneurs d'accéder aux ressources nécessaires. Le soutien s'inscrit dans le programme IMPACT+, co-structuré avec l'UE dans le cadre de l'instrument EFSD+ et de la stratégie Global Gateway, qui cible les entreprises insuffisamment desservies en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Il constitue la première concrétisation du protocole d'accord signé entre Proparco et le Groupe Ecobank lors de l'Africa Forward Forum en mai 2026 à Nairobi, qui prévoit un programme global de solutions de partage des risques pouvant atteindre 100 M EUR au bénéfice des PME africaines.

Infrastructures : les travaux de construction du pont Zongo-Bangui attendus au second semestre 2027 pour un coût réestimé à 221 M USD

Le coût du projet de pont sur l'Oubangui reliant Zongo (RDC) à Bangui (RCA) a été réévalué à 221 M USD (par rapport à l'estimation initiale de 150 M USD). Cette révision résulte principalement de l'allongement du tracé de la voie de contournement de Bangui et d'ajustements consécutifs à des études environnementales et sociales. Pour couvrir les surcoûts, la RCA a mobilisé des ressources additionnelles auprès de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), dont le montant n'a pas été divulgué. Le dossier de financement sera soumis au Conseil d'administration de la BAD au premier trimestre 2027, avec un démarrage effectif des travaux envisagé au second semestre 2027, après ratification des accords de prêt. La traversée de l'Oubangui entre Zongo et Bangui repose actuellement sur des ferries et des pirogues, un mode de transport vulnérable aux conditions fluviales qui engendre des délais et des coûts logistiques pour les marchandises. Un lien routier permanent devrait réduire ces frictions, fluidifier les échanges de produits alimentaires et de matériaux de construction entre les deux marchés et renforcer l'intégration commerciale au sein de la CEEAC.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu	Lien officiel
9-14 novembre 2026	Central Africa Blue Forum – *Street Whale 2026*	*Libreville (Gabon)*	*Site officiel*
11-13 novembre 2026	Salon Solar *Connect Africa*	*Yaoundé (Cameroun)*	*Site officiel*
11-13 novembre 2026	Africa Gas & LNG Summit 2026	*Maputo (Mozambique)*	*Source*
15-16 novembre 2026	XX^{e} Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie	*Phnom Penh (Cambodge)*	*Site officiel*
18-20 novembre 2026	5ème édition du *Cameroon Investment Forum* (CIF 2026)	*Yaoundé (Cameroun)*	*Source*
24-25 novembre 2026	*Ambition Africa* 2026	*Paris (France)*	*Site officiel · Inscription*
25 novembre 2026	*We Are French Touch – The French Creative Industries Summit*	*Paris (France)*	*Site officiel*
4 mars 2027	Forum d'affaires France – République démocratique du Congo	*Paris (France)*	*Site officiel*
11-13 mai 2027	Invest in African Energy (IAE 2027)	*Paris (France)*	*Source*
1-3 juin 2027	Congo Energy & Investment Forum 2027	*Kintélé (Congo)*	*Site officiel*
16-18 juin 2027	DRC Mining Week 2027	*Lubumbashi (RDC)*	*Site officiel*

BREVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (moy. Ann, en %)				*Solde Public (en %PIB)				Dette Publique (en %PIB)				Solde courant (en % PIB)			
	2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027	
	Valeur	*Rév.	*Valeur*	*Rév.	*Valeur*	*Rév.	*Valeur*	*Rév.	*Valeur*	*Rév.	*Valeur*	*Rév.	*Valeur*	*Rév.	*Valeur*	*Rév.	*Valeur*	*Rév.	*Valeur*	*Rév.
Cameroun	3,2	▼ -0,1	3,6	▼ -0,2	3,4	▼ -0,1	4,3	▲ 1,1	-2,2	▼ -0,5	-1,5	▼ -0,2	40,1	▲ 0,8	39,1	▲ 0,5	-4,8	▲ 0,3	-4,6	▲ 1,2
Centrafrique	2,7	▲ 0,1	3,3	▲ 0,3	3,5	▲ 2,0	3,0	▲ 0,5	-3,5	▲ 1,5	-3,7	▲ 2,5	43,5	▼ -20,5	44,5	▼ -22,1	-3,3	▲ 0,2	-3,4	▲ 0,2
Congo	3,5	▲ 0,7	3,6	▲ 0,3	4,0	▲ 1,2	3,4	▲ 0,4	5,2	▲ 4,8	5,2	▲ 2,2	80,5	▼ -10,7	77,6	▼ -8,2	5,2	▲ 11,2	3,6	▲ 9,4
Gabon	3,0	▲ 0,3	2,9	▲ 0,1	0,8	▼ -1,6	1,9	▼ -0,5	-10,4	▼ -0,5	-9,9	▲ 1,3	83,7	▼ -2,3	92,4	▼ -1,9	1,3	▲ 5,5	-2,2	▲ 3,3
Guinée Equatoriale	-1,7	▲ 1,0	-1,0	▲ 0,3	3,3	▲ 0,1	2,9	▶ 0,0	-0,6	▲ 1,0	-2,5	▲ 1,2	32,9	▼ -6,2	36,0	▼ -6,3	-0,1	▲ 1,5	-0,8	▲ 1,6
Tchad	4,5	▼ -0,8	5,4	▲ 0,5	-0,7	▼ -1,2	5,3	▲ 1,4	0,0	▲ 1,4	1,5	▲ 2,8	31,1	▲ 1,1	29,6	▼ -0,3	1,3	▲ 0,5	-0,3	▼ -0,6
CEMAC	3,0	▶ 0,0	3,5	▲ 0,1	2,4	▼ -0,3	3,8	▲ 0,6	-2,2	▲ 0,6	-1,7	▲ 0,9	50,4	▼ -1,2	50,7	▼ -1,5	-1,1	▲ 2,6	-2,2	▲ 2,1
RDC	5,2	▼ -0,7	5,7	▲ 0,3	4,3	▲ 1,0	7,4	▲ 1,0	-2,7	▲ 0,8	-2,4	▶ 0,0	23,7	▼ -0,9	26,9	▼ -0,9	-1,9	▲ 0,1	-0,9	▲ 0,7
Sao Tomé	0,4	▼ -3,0	1,9	▼ -2,0	11,0	▲ 1,5	9,6	▲ 1,7	-1,4	▼ -2,4	-0,5	▼ -2,1	55,9	▲ 5,5	54,2	▲ 6,8	-6,1	▼ -1,4	-4,8	▲ 0,3

Source : SER à partir du *World Economic Outlook* (WEO) du FMI, octobre 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** **Rév** : Révision. Pour chaque variable, la colonne « *Rév* » indique la révision opérée par le WEO d'octobre 2026 pour les années 2026 et 2027 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'avril 2026).

Evolution des cours des matières premières

	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Octobre-26	**Pétrole**	**Gaz naturel**	**Cacao**	**Café**	**Huile de palme**	**Grumes**	**Bois scié**
Référence/mesure	*Brent (USD/barils)*	*(USD/mmbtu)*	*(USD/kg)*	*(USD/kg)*	*(USD/mt)*	*(USD/mètre cube)*	
Valeur	109	3	6	7	1120	392	637
Variation mensuelle (%)	*6%*	*0%*	*-3%*	*2%*	*-5%*	*-3%*	*-1%*
Variation annuelle (%)	*72%*	*-8%*	*-3%*	*-17%*	*8%*	*-4%*	*0%*
Variation sur 5 ans	*32%*	*-46%*	*124%*	*39%*	*-15%*	*-3%*	*-3%*
Variation sur 10 ans	*120%*	*0%*	*112%*	*87%*	*49%*	*2%*	*8%*

***Source** : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)*

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.Économie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : **Ibrahim BARRY - Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET - Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ; Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ; Michel BOIVIN – Matys-Andria PARMENTIER (SE Libreville) ; Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)**

Rendez-vous sur cette page pour vous abonner & suivez notre page Linkedin.